



Les dernières annonces du Ministre Bruno Lemaire tombent comme un couperet ! Après le « quoi qu'il en coûte », au regard des politiques menées par les gouvernements Macron successifs, il n'y avait aucun doute sur qui devrait payer la facture... ; les salariés, les fonctionnaires, les privés d'emplois, en résumé la population et non les entreprises grandes bénéficiaires des aides et baisses de charges diverses et variées.

Alors que la crise sanitaire a démontré, si besoin en était, l'impérieuse nécessité des services publics, alors que l'école et la santé sont des piliers de notre société, là encore quoi attendre d'autre de ce gouvernement que de sabrer leurs budgets ... à nouveau !

Alors que la pauvreté augmente dans notre pays, que le pouvoir d'achat baisse suite à une inflation historique des prix, qu'attendre d'autre de ce gouvernement que de ne prendre aucune mesure pour les gens qui, pour lui, ne sont rien, les illetrés, les sans-emplois qui n'ont qu'à traverser la rue ...

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *

Alors que les idées d'extrême droite progressent dans notre pays, ce gouvernement fait le choix, plutôt que de les combattre, de prôner les mêmes idées dans une loi asile et immigration !

Pour la CGT, rien de bon n'est à espérer de ces politiques menées contre la population ! La CGT porte des revendications pour une autre société, juste, sociale, solidaire et respectueuse de la planète.

A la DGFIP se sont les mêmes politiques qui sont à l'œuvre. Les dernières annonces de coupes budgétaires dans notre administration sont juste scandaleuses au regard de tout ce que les agents ont déjà subi. Les services sont déjà exsangues au prétexte entre autres que notre administration se doit d'être exemplaire en termes d'austérité !

20 ans ! 20 ans que la DGFIP va de réformes en réformes au détriment des personnels et des usagers.

La dernière réforme du nouveau réseau de proximité a purement et simplement réduit de 50 % le réseau des services de pleine compétence. À ce titre la CGT Finances Publiques affirme que nos services et leurs agents ont plus que largement payé leur part d'économies et de coupes budgétaires, notamment en termes d'immobilier. Il n'est pas envisageable qu'après avoir supprimé des sites on supprime les bureaux des agents par du flex-office dont personne ne veut.

20 ans de réformes qui donnent le ton des résultats des derniers observatoires internes et du dernier sondage IPSOS. Les agent.es subissent trop de changements, trop rapides, perdent le sens du travail, ne croient pas en une amélioration de leurs conditions de vie au travail, ne croient plus en leur administration.

20 ans de suppressions d'emplois à un niveau inégalé dans la fonction publique, comparables à un vrai plan social dans le privé. Il convient également d'ajouter aux dizaines de milliers de suppressions les quelque 5000 postes vacants que l'appel des listes principales des différents concours ne comblera pas en totalité et qui servent de prétexte à l'embauche de contractuels aux statuts plus précaires que les fonctionnaires. La CGT Finances Publiques exige l'appel immédiat de l'ensemble des listes complémentaires des concours de catégories A,B et C.

20 ans de non revalorisation des régimes indemnitaires et autres primes de rendement induisant une perte de pouvoir d'achat de plus de 20 % !

20 ans, autrement dit de nombreux agents et agentes qui n'ont déroulé leur carrière que sous l'égide de l'austérité.

20 ans, et le refus du pont naturel du 10 mai devient symptomatique d'un mépris affiché !

Les agent.es des finances publiques, en tant que fonctionnaires, vivent dans le même temps les réformes et décisions imposées à la fonction publique, gel du point d'indice, réformes des mobilités, de leur droit à défense et de représentation.

Vous précisez dans votre introduction les bons résultats et le plébiscite des usagers sur les services de la DGFIP ; pour la CGT les services publics doivent être garants de l'égalité de traitement des usagers, ce ne sont ni les plus précaires ni les victimes de l'illectronisme qui répondent à vos enquêtes.

Madame la Directrice, vous arrivez à la tête d'une administration dont les agent.es sont à bout de nerfs, d'épuisement, ont perdu confiance et n'attendent plus rien de la DGFIP et du gouvernement en place. La CGT Finances Publiques vous alerte sur les risques psychosociaux encourus depuis trop d'années par les personnels.

La CGT Finances Publiques attend toujours une réponse au droit d'alerte national qu'elle a déposé à ce sujet.

La CGT Finances Publiques ne peut conclure ces propos sans aborder les questions d'égalité entre les femmes et les hommes à la DGFIP, à quelques jours du 8 mars. Malgré votre nomination à la tête de notre administration, le plafond de verre reste réel à la DGFIP, la proportion de femmes est bien plus importante chez les agent.es C, sans parler des agentes Berkanis ! Les lignes directrices de gestion, les mutations au département sont plus pénalisantes pour les femmes qui ont encore à charge 80 % des charges domestiques. Le dernier protocole égalité est arrivé à son terme et reste non renouvelé à ce jour, et son application sur le terrain reste difficile. Quant à la prise en charge des violences sexistes et sexuelles à la DGFIP, beaucoup reste à faire !

La CGT Finances Publiques répondra présente pour atteindre l'égalité à la DGFIP et revendique dès aujourd'hui un nouveau protocole égalité ambitieux et à la hauteur des enjeux. À l'instar de la 1ère Ministre Islandaise, nous vous incitons à participer aux mobilisations du 8 mars.

fichiers:



[Télécharger dl_gt_csar_5_mars_2024-1.pdf](#) (87.86 Ko)

Public: [Infos / actions](#)

[CSAR](#)

- [A](#)
- [A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank